

**Séance ordinaire du
mercredi 28 novembre 2018**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux mille-dix-huit et le vingt-huit novembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Daniel BOULET, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Jean-Marc DI RUGGIERO, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Fabien ABERT ayant donné pouvoir à Maud BODKIN, Lorraine ACQUIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Sabria BOUALLAGA ayant donné pouvoir à Daniel BOULET, Perla DANAN ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Henri DE VERBIZIER, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Henri MAILLET ayant donné pouvoir à Nicole LIZA, Jérémie MALEK ayant donné pouvoir à Samira SALOMON, Chantal MARION ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Caroline NAVARRE ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS.

Absents / Excusés :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Cédric DE SAINT JOUAN, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Patrick VIGNAL, Patricia MIRALLES.

**Rapport annuel 2017 du délégataire EGS Enlèvement et Gardiennage Service
relatif à la gestion de la fourrière automobile**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

L'exploitation du service public de fourrière automobile a été confiée par convention de Délégation de Service Public à la société EFFIA Stationnement pour une durée de six ans à compter du 01/01/2012.

Par délibération en date du 17/12/2015 une cession de contrat entre la société EFFIA Stationnement et la société Enlèvements Gardiennage Service (E.G.S), sa filiale, a été validée et a fait l'objet d'un avenant. La société EFFIA Stationnement a souhaité créer un établissement administratif pour individualiser l'activité Fourrière.

Conformément à l'article L1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales, le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité du service. Ce rapport doit donner lieu à une analyse.

A cet effet, le rapport a été présenté lors de :

- une communication au conseil municipal du 17 juillet 2018 ;
- la Commission de Contrôle des Délégataires de Service Public en date du 25 octobre 2018 ;
- la Commission Consultative des Services Publics Locaux en date du 05 novembre 2018.

Suite à ces 3 étapes préliminaires, il est proposé l'analyse du rapport suivante :

1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

- Les moyens : Terrains et locaux

Dans le cadre de la délégation de service public, les locaux situés au 1945 avenue de Toulouse ont été aménagés et mis à disposition par la Ville. Cela a permis une amélioration des conditions d'accueil du public et offre des conditions de travail conformes à la législation tant pour le délégataire que pour les agents municipaux de l'unité fourrière.

Par arrêté préfectoral en date du 6 octobre 2017, l'agrément de gardien de fourrière a été modifié au nom du directeur de la société EGS, afin de prendre en compte le remplacement temporaire pour raison de santé du chef d'exploitation.

Un contrôle administratif de la police nationale en date du 30 janvier 2017 fait état d'une gestion stricte et rigoureuse du parc par le délégataire EGS.

La superficie totale du terrain soit 6 970 m² se répartit ainsi :

- 5 580 m² de parking et surface ouverte de stockage comprenant des zones de stockage différenciées par catégorie : véhicules volés, épaves, infractions stationnement, ... ;
- 1 200 m² de hangar ouvert à usage de stockage notamment les véhicules judiciaires ;
- 110 m² de locaux à usage de bureaux, vestiaires et sanitaires pour la société E.G.S.

Ainsi que des bureaux pour l'unité fourrière de la police municipale.

Le terrain clos permet le stockage de 400 véhicules en moyenne. L'entrée principale est dédiée aux visiteurs et à la sortie de leurs véhicules. Un accès spécifique à l'arrière du terrain, chemin de Poutingon, est réservé à l'activité fourrière sécurisant ainsi les entrées et sorties des véhicules du délégataire ou de ses prestataires. Le site est desservi par les transports en commun, bus et ligne de tram « arrêt Sabines ».

Depuis avril 2015 afin d'améliorer la sécurité du personnel et des biens confiés, le délégataire a installé un système de détection d'intrusion.

Les heures d'ouverture au public sont les suivantes : du lundi au vendredi de 7h00 à 20h00, le samedi 9h00 à 18h00. En dehors de ces horaires, une permanence est assurée 24h/24 et 7j/7.

- L'effectif

Au 31 décembre 2017, les effectifs s'élevaient à 11 salariés : 1 responsable d'exploitation (cadre), 1 responsable technique (agent de maîtrise), 2 personnels d'accueil et 7 chauffeurs. Les chauffeurs sont titulaires du permis de conduire requis selon la nature de leur mission.

Durant l'année 2017, l'effectif n'a pas augmenté, à noter quelques contrats à durée déterminée pour remplacer le personnel en arrêt de travail.

La masse salariale s'élève à 580 296 € (contre 588 160 € en 2016).

Une mise à jour du document unique des risques professionnels spécifiques au personnel des fourrières automobiles a été réalisé également dans l'année.

Le gardiennage du site, la nuit, les dimanches et jours fériés, est confié à une société extérieure. La comptabilité est tenue au siège de l'entreprise et la direction est assurée par un cadre titulaire d'une capacité professionnelle en transport de marchandises, délivrée par le Ministère des Transports.

- Véhicules d'enlèvement

Le parc de véhicules est constitué de 9 camions d'enlèvement : un camion plateau, 7 véhicules équipés d'un panier de remorquage et enfin un fourgon 9m³ pour l'enlèvement des deux roues (location).

L'ensemble des camions est soumis aux contrôles obligatoires. Un outil informatique de géolocalisation de la

flotte de véhicules de remorquage permet de rationaliser les trajets effectués et renforce la sécurité des équipages en mission.

Compte tenu des moyens humains et matériels la capacité de la fourrière est de 9 000 à 12 000 véhicules par an.

- Enlèvements de véhicules :

En 2017, le nombre de réquisitions reçues et traitées s'est élevé à 9 377 contre 9 325 en 2016. Il est à noter que 75 interventions ont été annulées avant arrivée du camion du délégataire.

Au final, 8 318 véhicules sont entrés en fourrière, contre un total de 8 298 véhicules en 2016 incluant :

- 1 305 véhicules sur réquisition de la police nationale (contre 1 345 en 2016) ;
- 7 997 véhicules sur réquisition de la police municipale (contre 6 953 en 2016).

933 véhicules ont fait l'objet d'une restitution sur place.

51 véhicules ont fait l'objet d'un déplacement technique.

Soit au total 9 302 interventions en 2017.

Le **taux d'efficacité** d'EGS pour l'établissement de Montpellier (nombre de réquisitions valables/nombre de réquisitions totales) s'élève à **99,18 %** contre 98,98 % en 2016.

- Sorties de véhicules :

En 2017, les véhicules se répartissent ainsi :

- **6 947 facturés à leur propriétaire** contre 7 467 en 2016,
- **2 130 mis en destruction** contre 1 747 en 2016,
- **68 vendus par les Domaines** contre 101 en 2016.

Il est à noter que le nombre de véhicules sortants peut être supérieur, certains véhicules restitués ou détruits ayant fait l'objet d'une mise en fourrière sur l'exercice précédent. De plus les ventes pour ferrailage des véhicules dont l'enlèvement a été payé par le propriétaire sont comptés dans les postes « restitution » et « vente ferraille ».

Le site fourrière offre les conditions d'un service public de qualité qui a permis à la Ville d'envisager d'élargir le périmètre Qualiville à l'accueil fourrière de la police municipale. La certification Qualiville (AFNOR) obtenue en octobre 2013 par la Mairie de Montpellier incluant la fourrière municipale, a été reconduite en octobre 2017. La fourrière de Montpellier est la seule en France à détenir cette certification, gage de son engagement pour un service public de qualité.

En conclusion, l'année 2017 est la sixième et dernière année d'activité de la délégation de service public fourrière automobile détaillée dans ce rapport. Concernant l'activité fourrière, il apparaît, comme pour l'année précédente, une optimisation nécessaire du parc de stockage compte tenu d'un volume important de véhicules judiciaires.

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la ville de Montpellier a confié la nouvelle délégation de service public fourrière automobile à la société Enlèvements Gardiennage Service pour une durée de 7 ans à compter du 1^{er} janvier 2018. Le nouveau contrat DSP acte la mise à disposition par la ville d'un deuxième terrain de stockage complémentaire, situé 280 chemin de Poutingon.

2. Bilan financier de la délégation

En milliers d'€ HT	2016	2017	N/N-1
Chiffre d'affaires total dont:	1 315,1	1 327,3	0,9%
CA Enlèvement	572,5	564,5	-1,4%
CA Opération préalable	10,2	10,9	6,9%
CA Gardiennage journalier	155,8	149,8	-3,9%
CA Expertise	17,9	18,4	2,8%
CA Facturation Ville et EDP	35,0	35,9	2,6%
CA Ferrailles	223,8	243,6	8,8%
CA Saisie judiciaire	162,2	148,3	-8,6%
CA Domaines	46,2	36,5	-21,0%
CA Facturation TP	85,7	120,4	40,5%
Variation de stock	11,9	1,1	-90,8%
Divers	-6,10	-2,10	65,6%
Chiffre d'affaires net	1 315,1	1 327,3	0,9%
Personnel et sous-traitance	712,0	677,5	-4,8%
Entretien et réparations	66,9	64,6	-3,4%
Frais de gestion	91,0	85,6	-5,9%
Autres charges de gestion	71,7	54,3	-24,3%
Autres charges	184,6	173,8	-5,9%
Redevance Ville de Montpellier	133,1	139,5	4,8%
Charges d'exploitation	1 259,3	1 195,3	-5,1%
Résultat d'exploitation	55,8	132,0	136,6%
Résultat exceptionnel	0,20	-1,70	-950,0%
Résultat avant impôt	56,0	130,3	132,7%

a. Variation des recettes :

Le chiffre d'affaires augmente de 0,9% entre 2016 et 2017 représentant une augmentation de de 12,2 K€ des recettes.

Cette variation s'explique en partie par l'augmentation du chiffre d'affaires lié aux enlèvements sur Terrains Privés (+34,7 K€) et à la vente de ferrailles (+19,8 K€).

A l'inverse, on observe :

- une baisse de 21% du chiffre d'affaires lié aux domaines, soit -9,7 K€,
- une baisse de 8,6% du chiffre d'affaires lié à la saisie judiciaire, soit -13,9 K€.

b. Variation des charges :

Les charges d'exploitation enregistrent une baisse de 6,3% entre l'exercice 2016 et 2017, soit une variation de 70,4 K€.

Elle s'explique en partie par :

- la diminution des *charges de personnel et de sous-traitance* de 4,8% (-34,5 K€), suite à un recours moins important à la sous-traitance
- la baisse du poste *autres charges de gestion* de 24,3%, soit -17,4 K€,
- la baisse du poste *autres charges* de 5,9%, soit -10,8 K€.

c. Redevance versée à la Ville :

On note une augmentation de 4,8 % de la redevance versée à la Ville, l'augmentation du chiffres d'affaires impactant la redevance variable à hauteur de + 6,4 K €.

d. Résultat :

Ainsi, les variations des recettes et des charges sur l'exercice 2017 impactent le résultat d'exploitation de 136,4% qui s'établit à 132 K € à la clôture de l'exercice.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de prendre acte du rapport 2017.

Le Conseil municipal prend acte du rapport.

**Fait à Montpellier, le 11 décembre
2018**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 12 décembre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport annuel 2017

- Annexes

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20181130-65977-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 11/12/18
Réception en Préfecture : 11/12/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.